

CONSEIL DES MINISTRES DU VENDREDI 03 FEVRIER 2012

Le Conseil des ministres s'est réuni aujourd'hui sous la présidence du Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, GCSK, FRCP.

Le sommaire des délibérations et les décisions

1. Un plan de transformation économique et sociale sur 10 ans

Le Conseil a donné son aval à l'élaboration d'un plan de transformation économique et sociale s'étalant sur dix ans qui définira les stratégies et les politiques pour que Maurice devienne un pays à revenu élevé avec un revenu par tête d'habitant de plus de 14 000 dollars US comparé à environ 8 000 dollars US actuellement. Le plan aidera à relever les défis pour une croissance accélérée durable et équitable à travers un capital humain accru, de meilleurs politiques et processus de même que plus d'investissements complémentaires public/privé et des avancées par rapport à la productivité. De plus, les vulnérabilités économiques seront réduites. Le plan comprendra également les moyens pratiques permettant aux ministères et départements de réaliser la vision énoncée dans le programme gouvernemental.

2. Eaux usées : Conclusions d'une étude du plan directeur

Le Conseil a pris note des conclusions d'une étude du plan directeur pour les eaux usées effectuée afin d'évaluer les conditions opérationnelles des facilités existantes ainsi que le niveau des services qui peut être assuré par l'infrastructure actuelle pour les eaux usées. Cette étude servira à élaborer le deuxième programme de tout-à-l'égout pour la période 2014-2033. D'après cette étude, de nouveaux réseaux de tout-à-l'égout ont été identifiés dans la région non-desservie des Plaines Wilhems, particulièrement Vacoas, et un certain nombre de localités rurales, afin de réaliser l'objectif d'une couverture globale de 80% pour le tout-à-l'égout d'ici 2023. Un réseau conventionnel de tout-à-l'égout est aussi envisagé pour le centre de Port Mathurin, à Rodrigues. L'étude propose aussi le développement de projets pilotes pour le traitement et la réutilisation d'eaux usées dans des champs sous culture et pour la production de compost.

3. La *Bail and Remand Court* opérationnelle pendant le weekend et les jours fériés

Le Conseil a pris note qu'à partir du 4 février 2012, la *Bail and Remand Court* sera opérationnelle pendant le week-end et les jours fériés. Ces nouvelles dispositions permettront d'assurer un accès plus prompt à la justice pour les citoyens dans la détermination de leurs droits et le redressement des griefs.

4. **Agriculteurs: Mise sur pied de quatre unités de facilités post-récolte**

Le Conseil a donné son aval à la mise sur pied de quatre unités de facilités post-récolte à Rouge Terre (près de Fond du Sac), L'Espérance (Quartier Militaire), St Hubert et Mare d'Albert, où les planteurs se sont regroupés en *clusters*. L'objectif est d'aider ces planteurs à rehausser les normes de qualité de leurs produits, accroître leur compétitivité et migrer des pratiques post-récolte traditionnelles vers des normes plus élevées afin de pouvoir relever les nouveaux défis par rapport à la compétitivité et la productivité sur les marchés local, régional et international. Les unités seront pourvues des aménités et équipements de base pour laver, séparer, classer, assurer une transformation minimale, stocker et emballer les produits frais provenant des fermes.

5. **Service public : Des bureaux ouverts le samedi sur une base pilote**

Le Conseil a pris note des dispositions prises par le ministère de la Fonction publique et des Réformes administratives pour garder des bureaux ouverts le samedi, comme annoncé dans le budget 2012. Le projet sera mis en œuvre à partir du 4 février 2012 sur une base pilote pour une période de trois à six mois. Il concernera dans un premier temps les *Citizens Advice Bureaux* et les caisses du département du *Registrar General*, du ministère de la Sécurité sociale, de la Solidarité nationale et des Institutions réformatrices, du ministère du Logement et des Terres, du ministère du Travail, des Relations industrielles et de l'Emploi (division Emploi) et de la *Tourism Authority*.

6. **Eligibilité pour une assistance légale : Promulgation de nouveaux règlements**

Le Conseil a pris note que, sur recommandation du Chef juge et comme annoncé dans le budget 2012, l'*Attorney-General* a promulgué les *Legal Aid (Qualifications) Regulations* en vue d'augmenter le seuil d'éligibilité pour une assistance légale de Rs 5 000 à Rs 10 000 par rapport au revenu mensuel et de Rs 75 000 à Rs 500 000 en ce qui concerne la valeur des biens. Ces règlements sont en vigueur depuis le 1^{er} février 2012.

7. **PME et Business : Elaboration d'un plan d'action stratégique**

Le Conseil a donné son aval à ce que le ministère du Business, des Entreprises et des Coopératives prépare un plan d'action stratégique afin de relancer les programmes des petites et moyennes entreprises et des services de développement des affaires en vue d'assurer la compétitivité de ces secteurs et consolider leur contribution à l'économie nationale.

8. **RGSC : Signature d'un protocole d'accord lors de prochaine visite du PM en Inde**

Le Conseil a pris note que, durant la prochaine visite officielle du Premier ministre en Inde, le *Rajiv Gandhi Science Centre (RGSC) Trust Fund* et le *National Council of*

Science Museums de l'Inde signeront un protocole d'accord pour la mise en place d'un planétarium de 125 places dans les locaux du *Rajiv Gandhi Science Centre*, l'agrandissement du bâtiment et l'amélioration des galeries existantes.

9. Observatoire des prix : Conclusions du 9^e exercice de relevé de prix

Le Conseil a pris note des conclusions du 9^e exercice de relevé des prix par l'Observatoire des prix. Les analyses des prix démontrent que le prix moyen des 55 produits retenus a baissé de 1,1% ; le prix moyen des 40 produits les moins chers a baissé de 1,7%; la différence des prix entre les commerces moins chers et ceux les plus chers a diminué entre décembre 2011 et janvier 2012. Grand Port, Plaines Wilhems et Flacq sont les districts où les prix sont les moins chers.

10. Chiens errants : Les dispositions pour un meilleur contrôle

Le Conseil a pris note des dispositions prises par le ministère de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire en collaboration avec la Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux(MSPCA) pour contrôler les chiens errants. L'objectif principal est d'en capturer entre 2 500 et 3 000 mensuellement, soit entre 30 000 et 36 000 chiens chaque année. La division des Services vétérinaires du ministère intensifiera la campagne de stérilisation gratuite de chiens errants, mâles et femelles.

11. Plan de réforme pour un nouveau modèle économique

Le Conseil a pris note des dispositions prises en vue de renforcer les réformes initiées afin d'améliorer la performance dans la fonction publique, accroître la compétitivité et la résilience de l'économie et se préparer pour la prochaine phase de croissance économique inclusive. La mise en œuvre de ce plan de réformes permettra au pays de jeter les bases pour un nouveau modèle socio-économique guidé par la compétitivité globale et le partage de la richesse.

12. Le point sur l'organisation du forum global de la migration et du développement

Le Conseil a pris note des dispositions prises en collaboration avec le secteur public, la société civile et les partenaires non-étatiques pour l'organisation du forum global de la migration et du développement prévu pour les 21 et 22 novembre 2012. Le thème retenu est *Améliorer la contribution de la migration pour le développement des migrants, des communautés et des Etats*. L'accent sera mis sur plusieurs questions, dont:

- (a) Main-d'œuvre circulaire pour le développement inclusif;
- (b) Intégrer la migration dans la planification du développement;
- (c) Gérer la migration et les perceptions de migration pour des retombées

favorisant le développement; et

- (d) Genre, droits humains et migration.

Le Conseil a également donné son aval à ce que Maurice s'engage auprès de la Banque Mondiale (BM) et de l'Union européenne (UE) pour abriter un projet de Fonds d'investissement privé pour la diaspora africaine (sponsorisé par la BM) et un Institut africain pour le transfert de fonds (sponsorisé par l'UE).

13. PRB : D'autres organismes couverts par le rapport

Le Conseil a donné son aval à ce que le rapport du *Pay Research Bureau* (PRB) couvre également la *Financial Intelligence Unit*, le *Financial Reporting Council*, et le *National Solidarity Fund*.

14. Usage des terres : Le Conseil prend note du rapport *Land Use Map of Mauritius 2012*

Le Conseil a pris note du rapport *Land Use Map of Mauritius 2010* publié par le *Mauritius Sugar Industry Research Institute* qui montre les changements qui ont eu lieu en ce qui concerne l'usage des terres pendant les 25 dernières années. A 2010, l'usage des terres était réparti comme suit: agriculture (sucre et autres) : 41,5% ; champs de cannes abandonnés : 0,8% ; forêts, arbustes, prairies et pâturages : 37,0% ; système de ressources en eau sur terre : 1,5% ; superficie sous construction : 1,1% ; et infrastructure (routes, trottoirs) : 4,2%.

15. Journée mondiale des droits des consommateurs 2012 : Le calendrier d'activités

Le Conseil a pris note des activités que le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Protection des Consommateurs organisera dans le cadre de la Journée mondiale des droits des consommateurs 2012, célébrée le 15 mars. Les activités sont:

- (a) le vente, à prix réduits, de riz, de farine et de haricots par la *State Trading Corporation* et d'oignons, de pomme de terre et d'ail par l'*Agricultural Marketing Board*;
- (b) la sensibilisation des consommateurs aux huit droits fondamentaux des consommateurs, c'est-à-dire, le droit à la sécurité, le droit d'être informé, le droit de choisir, le droit d'être entendu, le droit à la satisfaction des besoins de base, le droit à la réparation, le droit à l'éducation et le droit à un environnement sain;
- (c) le lancement d'un pamphlet sur les procédures pour l'obtention des permis d'importation et d'exportation; et
- (d) le lancement d'un site web interactif de l'Observatoire des prix.

16. **Projet PNUD/GEF sur l'efficacité énergétique des bâtiments: Les avancées**

Le Conseil a pris note du progrès accompli dans la mise en œuvre du projet PNUD/GEF, initié en 2008, visant à supprimer les barrières entravant l'efficacité énergétique et la conservation d'énergie dans les bâtiments. Sous ce projet, l'*Energy Efficiency Act* a été promulgué, 45 auditeurs énergétiques du secteur des bâtiments ont été formés et des lignes directrices pour l'efficacité énergétique établies. Le projet est maintenant étendu afin d'œuvrer pour la transformation des secteurs énergétiques en catalyseur du développement économique durable et pour aider à générer des ressources financières par rapport à l'adaptation au changement climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

17. **Un festival de films sur le handicap**

Le Conseil a pris note que le ministère de la Sécurité sociale, de la Solidarité nationale et des Institutions réformatrices organisera du 6 au 10 février 2012 un festival de films sur le handicap afin de sensibiliser la population à cette question et valoriser les personnes ayant des handicaps. En marge du festival, un atelier de travail sur le thème **Perspectives contemporaines sur le handicap** est également prévu. La personne ressource sera Dr Srilatha Juvva, *Associate Professor* et présidente du *Centre for Disabilities Studies and Action, School of Social Work, Tata Institute of Social Sciences*, de l'Inde.

18. **NESC : Publication de deux rapports**

Le Conseil a pris note de la publication par le *National Economic and Social Council* (NESC) d'un rapport sur 'L'intégration sociale des groupes vulnérables stigmatisés' et d'un autre sur 'La gestion des dettes et des budgets dans les ménages pour une meilleure vie. Le premier rapport traite des questions relatives à des anciens détenus, des toxicomanes, des travailleurs du sexe et des personnes séropositives. Quant au deuxième rapport, l'accent est mis sur les facteurs qui contribuent à l'endettement et la mauvaise gestion du budget dans les ménages.

19. **Éducation : Retombées de mission ministérielle au Royaume-Uni**

Le Conseil a pris note des retombées de la récente mission du ministre de l'Éducation et des Ressources humaines au Royaume-Uni où il a assisté au *British Educational Training and Technology Show*, un événement annuel qui met en valeur les meilleures pratiques des TIC dans l'éducation et rassemble les acteurs de l'éducation du monde entier, y compris les politiciens, éducateurs, chercheurs, ainsi que des représentants d'entreprises produisant quelques-uns des produits les plus innovants et les solutions sur l'utilisation de la technologie dans les écoles et les systèmes scolaires. Le ministre a également assisté à une présentation du projet Sankoré au stand Sankoré par Professeur Albert-Claude Benhamou, CEO et délégué interministériel pour *African Digital Education* en France. Il a donné une conférence de presse soulignant la mise en œuvre réussie du projet à Maurice.

Le Conseil a également pris note que le ministre de l'Education et des Ressources humaines a eu une séance de travail avec M. K. Sharma, secrétaire général du Commonwealth sur l'organisation de la 18e Conférence des Ministres de l'Education du Commonwealth (CCEM 18) qui se tiendra à Maurice en août 2012. Le ministre a également eu des discussions avec Dr Ann Puntis, *Chief Executive* de *Cambridge International Examination* sur un certain nombre de questions relatives à l'évaluation des examens et de nouveaux programmes d'études compte tenu des nouveaux développements dans le secteur de l'éducation.

20. Elimination de discrimination à l'égard des femmes : Les conclusions du Comité des Nations Unies sur les rapports combinés de Maurice

Le Conseil a pris note des observations et recommandations finales du Comité des Nations Unies sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes après la présentation des 6e et 7e rapports combinés de Maurice en octobre 2011. Le Comité a fait une série de recommandations pour l'amélioration de l'égalité des genres, l'élimination de toutes formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes, une campagne de sensibilisation sur la grossesse chez les adolescentes et les risques de santé graves liés à l'avortement clandestin.

21. Reconstitution de conseils d'administration

Le Conseil a pris note de la reconstitution du:

- (a) *Training and Employment of Disabled Persons Board* avec M. R. C. Gopee, ancien chef de cabinet au ministère de la Sécurité sociale, de la Solidarité nationale et des Institutions réformatrices, comme président;
- (b) *National Council for the Rehabilitation of Disabled Persons Board* avec M. N. Soobratty, *Principal Assistant Secretary* au ministère de la Sécurité sociale, de la Solidarité nationale et des Institutions réformatrices, comme président; et
- (c) conseil d'administration du *Mauritius Council of Registered Librarians*.